

**A Rio + 10, on attendait du Sommet de Johannesburg sur le développement durable qu'il recadre avec vigueur un plan d'action susceptible d'assurer le mieux-être de l'humanité et l'avenir de la planète. Quelques pas ont été accomplis dans la bonne direction, mais pour la vigueur, il faudra attendre de prochaines échéances...**

Sommet de Johannesburg

## Des petits pas bien timides

**J**e pense que nous ne devons pas attendre de ces conférences qu'elles fassent des miracles, mais qu'elles débouchent sur des engagements généraux. Cette conclusion très pragmatique, signée Kofi Annan, résume assez bien les résultats de la grand-messe planétaire : aucun miracle à l'horizon et un abondant catalogue d'engagements généralement extrêmement flous.

On attendait plus et mieux, c'est évident, d'un sommet qui avait pour objectif déclaré de faire le bilan, dix ans après Rio, de l'action internationale pour un développement durable. Et la lourde tâche, le besoin s'en fait manifestement sentir, de remettre en musique et de concrétiser enfin les promesses engrangées au Brésil et qui, pour la plupart, n'ont pas été tenues ou seulement très partiellement.

### Une décennie peu vertueuse

Les 2.500 propositions de l'agenda 21 (comme 21<sup>e</sup> siècle), héritage majeur du Sommet de la Terre de 1992, constituaient un ambitieux programme visant à promouvoir de concert développement économique et social, lutte contre la pauvreté et protection de l'environnement. Le moins qu'on puisse dire est que leur mise en œuvre n'a pas été très énergique. A tel point que dix ans après Rio, la situation de la planète, loin de s'être améliorée,



Rude tâche pour Colin Powell, chargé de défendre la position des Etats-Unis qui, à Johannesburg, se sont surtout illustrés dans l'art du blocage.

s'est plutôt sensiblement dégradée. Le bilan et les projections établis par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement dans un gros volume édité juste avant Johannesburg sont à cet égard plutôt inquiétants.\*

Au cours de la dernière décennie, qui promettait pourtant d'être vertueuse, la déforestation s'est poursuivie à un rythme soutenu (une dizaine de millions d'hectares par an), les atteintes à la biodiversité ont perduré (11.000 espèces de plantes et d'animaux sont aujourd'hui menacées), les émissions de CO<sup>2</sup> responsables du réchauffement du climat (effet de serre) ont augmenté de 9 % (18 % aux Etats-Unis), l'inquiétude quant à la disponibilité future de l'eau n'a fait que croître (deux tiers de la population mondiale pourraient connaître de graves pénuries à l'horizon 2025)...

Parallèlement, les inégalités économiques et sociales prévalant à l'échelle de la planète n'ont pas été réduites. Ce qu'explique en partie le fait que depuis Rio, l'aide publique au développement des pays pauvres a globalement diminué. Elle ne représente plus pour l'ensemble des pays donateurs que 0,23 % de leur PNB.

### Contexte morose, intérêts contradictoires

L'alarme sonnée à Rio n'a manifestement pas provoqué les sursauts nécessaires. On pouvait dès lors attendre du Sommet de Johannesburg qu'il donne enfin à une meilleure gestion de la planè-

te une impulsion décisive. Cet espoir est en grande partie déçu.

Le contexte international ne se prêtait pas, il est vrai, à un optimisme débridé. A Rio, deux ans à peine après la chute du rideau de fer, on pouvait envisager l'avenir avec une confiance toute neuve et escompter investir dans une amélioration du sort de la planète les dividendes d'une paix qui paraissait assurée. Johannesburg s'est au contraire déroulé dans un climat d'inquiétude et de grande incertitude né du choc, non encore amorti, des attentats du 11 septembre dernier.

Qui trop embrasse mal étreint. Le Sommet a sans doute aussi été victime des trop grandes ambitions auxquelles le portait son simple intitulé. Le concept de développement durable est une sorte de grand fourre-tout aux dimensions multiples, économiques, sociales, environnementales, qu'il est bien malaisé d'aborder de front, même s'il apparaît de plus en plus clairement qu'elles sont indissociables. Comment, en effet, envisager un développement de la production agricole dans des pays que toucheraient de manière aggravée la désertification ou le manque de ressources en eau. Comment ne pas voir que de mauvaises conditions de santé et d'éducation constituent un obstacle majeur à la croissance économique ? Comment ignorer que c'est souvent la pauvreté, poussant à la surexploitation de terres fragiles, qui entraîne une accentuation de leur dégradation ?...

Il est un autre obstacle sur lequel a achoppé le Sommet de Johannesburg : l'extrême diversité, voire le caractère contradictoire, des intérêts et des priorités que chaque pays ou groupe de pays entendait y défendre. Quand l'Europe

## Un concept et son contexte

**L**e développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Telle est la définition "officielle" du développement durable telle qu'elle a été fixée lors des travaux préparatoires au Sommet de Rio.

L'expression aurait été forgée en 1980 par l'UICN, une ONG engagée dans des actions de protection de la nature. Mais c'est en 1987 qu'elle a été popularisée par le rapport de la Commission mondiale de l'environnement et du développement de l'ONU présidée par la Norvégienne Gro Harlem Brundtland, aujourd'hui directeur général de l'Organisation Mondiale de la Santé. Ce rapport, intitulé "Notre avenir à tous", attirait l'attention sur la nécessité de lier développement économique et protection de l'environnement. Il a ouvert la voie au Sommet de Rio et est aujourd'hui considéré comme un texte fondateur.

Le démarche en faveur d'un développement durable établit des passerelles entre des sphères (économie, environnement, social) qui étaient auparavant analysées isolément. Elle implique des principes de précaution, de viabilité, de solidarité intergénérationnelle qui, tous, invitent à gérer le présent en pensant l'avenir.

Elle implique dans l'immédiat des arbitrages entre des préoccupations en apparence contradictoires : d'un côté, inquiétudes face à un surdéveloppement et à une mauvaise gestion des ressources ; de l'autre, aspiration tout aussi légitime à sortir du sous-développement par un accès plus large à ces mêmes ressources. En filigrane se dessine la nécessité d'arbitrages sur l'utilisation équitable de ressources qui ne sont pas inépuisables et dont certaines sont en diminution. Une prise de conscience cruciale est d'ores et déjà indispensable et elle concerne nos pays développés : un développement durable de l'ensemble de l'humanité n'est possible que si nous remettons en question nos actuels modes de consommation et de production qui ne pourraient, sans menacer la survie même de notre planète, être généralisés à l'ensemble des sociétés humaines. •

avance des exigences en matière de clauses sociales ou environnementales, les pays du Sud rétorquent "protectionnisme déguisé". Quand ces mêmes pays du Sud réclament un accès plus équilibré aux marchés mondiaux, l'Europe et les Etats-Unis ne s'engagent que très mollement sur une réduction future des subventions qu'elles accordent à leurs agricultures. Quand il est question de promouvoir les énergies renouvelables, ce sont les pétroliers qui montent au créneau... On conçoit aisément combien il est difficile, dans un contexte aussi "multiconflituel", de dépasser le stade des marchandages et des compromis plus ou moins boiteux.

### Le maillon manquant...

Johannesburg fut-il pour autant un échec ? Pour ceux qui attendaient de ce sommet des engagements fermes et contraignants, assortis de précisions sur des enveloppes financières et/ou un calendrier, il est clair que l'échec est patent.

Ce manque de contraintes et, peut-être plus encore, l'absence d'une institution pouvant en imposer sont très préoccupants pour l'avenir. Car même si des objectifs concrets s'étaient dégagés, encore eût-il fallu que fût créée, dans la foulée, une organisation, une instance reconnue de tous, investie de la charge et du pouvoir de vérifier qu'ils sont effecti-

vement atteints ou du moins approchés. Il existe une Organisation Mondiale du Commerce, Johannesburg n'a pas accouché, comme cela eût été souhaitable, d'une Organisation Mondiale de l'Environnement. C'est symptomatique des priorités que se donne actuellement la com-



*Inondation et sécheresse font aujourd'hui très mauvais ménage : est-ce déjà le résultat de profonds dérèglements climatiques ?*



munauté internationale. Il manque un maillon - et sans doute le maillon essentiel - dans la panoplie des grandes institutions qui sont appelées à assurer la gouvernance de la planète. Et il est déplorable de constater que l'on mégote, et que l'on marchande, et que l'on négocie petitement, sur des enjeux qui sont pourtant primordiaux pour un développement harmonieux et même la survie de notre planète.

D'un autre côté, le sommet de Johannesburg n'aura pas été totalement vain et sans doute figurera-t-il - quand on l'analysera avec un peu de recul - parmi ces petits pas qui auront permis à l'humanité de progresser vers un mieux-vivre. Ne fût-ce que parce qu'il aura donné un nouveau coup de projecteur, extrêmement médiatique, sur le concept de développement durable et contribué ainsi à une meilleure prise de conscience des réalités qu'il



Réduire de moitié le nombre de personnes ne disposant pas d'eau potable : un des engagements majeurs pris par le Sommet.

## Sites de référence

- [www.johannesburgsummit.org](http://www.johannesburgsummit.org) : le site officiel du Sommet
- [www.agora21.org](http://www.agora21.org) : le site francophone du développement durable
- [www.frdo-cfdd.be](http://www.frdo-cfdd.be) : le site du Conseil fédéral belge du développement durable



recouvre. Malgré les multiples blocages, très voyants - au moins sont-ils francs et sans complexes - des Etats-Unis, opposés presque jusqu'à la caricature à ce que le moindre engagement un tant soit peu précis ne soit pris, la communauté internationale semble avoir intégré le fait que la dimension économique n'est pas souveraine, qu'elle doit s'accommoder et se préoccuper d'autres dimensions, comme le social ou l'environnemental. Que, même, ces trois aspects sont liés et qu'ils influent positivement ou négativement les uns sur les autres. Le besoin et la néces-

sité d'une nouvelle gouvernance, plus globale et plus fondamentale, se dessinent peu à peu. Il y a manifestement un appel pressant, et pas seulement de la part des ONG ou de la société dite civile, à une humanisation de la mondialisation. Il était sans doute irréaliste d'espérer que la grand-messe de Johannesburg pourrait lui apporter une réponse tangible. Reste à souhaiter que cette réponse s'esquisse au plus vite, chacun y allant de ses initiatives, avant qu'elle ne soit imposée, peut-être trop tard et très douloureusement, par une dégradation dramatique de

la situation générale de notre planète ou des rapports entre les êtres humains qui y cohabitent.

(\*) "L'avenir de l'environnement mondial - Géo 3", PNUE/De Boeck, 445 p.  
Ouvrage disponible  
au Centre de documentation d'Iles de Paix.

**Lire page 16, en Libre Parcours,**  
l'analyse que fait  
du Sommet de Johannesburg  
le World Wide Fund for Nature (WWF)

# Les + et les - de Johannesburg

**E**xtraits du plan d'action, riche de 152 points, adopté par le Sommet de Johannesburg. Beaucoup d'engagements et d'objectifs, mais généralement plutôt vagues et surtout non contraignants.

- **Aide au développement** : renvoi aux décisions du Sommet de Monterrey, où s'est amorcée la volonté de stopper sa réduction et de l'augmenter, mais simple encouragement à atteindre le niveau des 0,7 % (un engagement vieux de trente ans).

- **Biodiversité** : engagement à la réduction de la dégradation du milieu naturel d'ici 2010. Recul par rapport à Rio, qui prévoyait un arrêt de la déperdition. Seul le poisson sort un peu la tête de l'eau : restauration des stocks d'ici 2015 par des pratiques de pêche soutenables.

+ **Climat** : Malgré l'abstention obstinée des Etats-Unis, le protocole de Kyoto (réduction des émissions de gaz à effet de serre de 5,2 % d'ici 2012, pour retrouver le niveau de 1990) devrait pouvoir entrer en vigueur d'ici quelques mois. Quatre nouveaux pays, l'Afrique du Sud, le Canada, la Russie et la Chine, ont annoncé lors du sommet qu'ils le ratifieraient.

+ **Désertification** : la lutte contre la désertification bénéficiera de moyens financiers du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), ce qui n'était pas le cas jusqu'à présent. Les moyens de ce fonds seront augmentés pour passer à 3 milliards de dollars.

+ **Eau** : engagement ferme pour réduire de moitié d'ici 2015 le nombre de personnes ne disposant pas d'eau potable (1 milliard 200) et de systèmes d'assainissement convenables (2 milliards 400). Les grandes multinationales de l'eau, très présentes à Johannesburg, seront de la partie (partenariats dits de type 2).

- **Energies renouvelables** : encouragement à une augmentation substantielle de leur part dans la production mondiale. Mais aucun pourcentage ni échéance n'ont été fixés.

- **Gouvernance mondiale** : l'ONU assurera un monitoring de la réalisation des engagements de Johannesburg. La création d'une Organisation Mondiale de l'Environnement n'est pas à l'ordre du jour.

- **Ouverture des marchés aux produits des PVD** : pas de suppression des subventions agricoles (Europe et Etats-Unis) faussant la concurrence ; renvoi à la décision prise à la Conférence OMC de Doha de négocier à terme leur réduction (pas d'échéance).

+ **Précaution** : Rio parlait de principe, il n'est plus question à Johannesburg que d'approche, mais la tentative de subordonner celle-ci aux règles de l'OMC a été repoussée.

- **Santé** : les pays du Sud militaient pour la création d'un fonds mondial de vaccination et d'achat de médicaments génériques. Ils n'ont pas été entendus.